

Du 10 au 12 juin.

5 centimes le numéro.

LA

# REPUBLIQUE ROUGE

PARAISANT LE DIMANCHE, LE MARDI ET LE VENDREDI DE CHAQUE SEMAINE.

Souvenez-vous que le Drapeau rouge est le signe d'une révolution qui sera la dernière. Le Drapeau rouge! c'est l'étendard fédéral du genre humain.  
P. J. PROUDHON.

BUREAUX : Rue des Boucheries-St-Germain, 38. — PRIX D'ABONNEMENT POUR PARIS, UN AN 7 FR. SIX MOIS 3 50 FR., TROIS 2.

POUR LES DÉPARTEMENTS: UN AN 8 FR., SIX MOIS 4 FR., TROIS MOIS 2 FR.

S'adresser pour toute espèce de réclamation au Gérant, au bureau du Journal (franco).

*La République Rouge. — Le peuple et ses commis. — De l'invulnérabilité de ces Messieurs. — Le comte de Chambord à Paris. — Déclaration de M. A. Weil, candidat à l'Assemblée Nationale. — La Situation. — Les Lorrains en foire. — Protestation des Ecoles. — Les petites doctrines humanitaires de nos Représentants.*

## LA RÉPUBLIQUE ROUGE.

Il y a deux républiques : demandez-le plutôt au vicomte Hugo : nous irons plus loin que cet honorable : il y en a trois, il y en a quatre. Car la république blanche de l'empire n'est pas bien certainement la république tricolore de Lamartine, la république bleue de lord Marrast. Il y en a bien d'autres encore, si nous voulions compter ; mais il y en a une dont ils ne veulent pas absolument, contre laquelle ces grands bavards, ces enfants terribles traînant à leur suite la meute réactionnaire, élaborent à l'envi, sans oser en prononcer le nom ; dont la pensée lui est tellement douloureuse que le révérend pair Hugo, nous en sommes sûrs, a cru commettre un vilain péché, en la signalant, sur une grande affiche solennellement bête, à l'indignation publique.

Eh bien, la république rouge, c'est la nôtre ! Et comme Proudhon, nous serrons sur notre cœur, le glorieux étendard de pourpre ; celui qui n'a pas fait la conquête de l'Europe par la guerre, mais qui porte dans ses plis flottants, l'avenir de l'humanité.

Pauvres poètes, pauvres penseurs, pauvres petits nains bourgeois ; quelle race étiquée et misérable que la vôtre : quoi, vous vous dites démocrate ; vous vous dites les amis des hommes. Vous avez pour la misère de grands discours, comme M. Barrot, des vers pour toutes les infortunes, comme M. Hugo, vous pleurez à volonté, comme M. Garnier-Pagès ; vous aimez plus ou moins la nature, et vous adorez surtout le soleil levant ; et dans la profondeur de vos rêves philanthropiques, messieurs, qui dédaignent si fort le socialisme ; qui allez criant continuellement au peuple : prenez garde, c'est le éroquimite de la propriété, comme si la propriété importait au peuple ; et dans la logique de vos déductions, vous n'avez pas compris que l'histoire de l'humanité était une marche incessante, éternelle vers la perfection, vers le bonheur ; que si dans la société moderne, après le noble, était venu le bourgeois, il était nécessaire, fatal, qu'après le bourgeois vint le peuple, vous n'avez pas compris que l'heure de l'émancipation du travailleur avait sonné, et qu'à la place du drapeau tricolore, symbolisant l'existence côte à côte de trois classes, de trois intérêts rivaux, noblesse, prolétariat, bourgeoisie, devait bientôt surgir le drapeau rouge, symbole de l'unité du peuple, de l'égalité fraternelle des hommes libres.

Il vous effraie ce drapeau, son éclat vous blesse la vue ; vous êtes devant lui, comme les hibous devant le soleil, éblouis ; la république rouge vous fait peur. Hommes du passé, le passé vous épouvante ; vous avez vu quatre-vingt-treize, infliger à la noblesse un châtiment terrible ; et vous craignez, vous qui n'avez pas la conscience pure, vous qui savez bien n'avoir pas toujours été de bons frères pour les hommes du peuple, qu'ils ne vous demandent enfin un compte rigoureux : vous voulez les baillonner.

Si c'est la peur qui vous tient, sachez mieux ce que nous sommes. Le drapeau rouge n'est pas le drapeau du sang ; encore une fois, je vous le répète, c'est le drapeau de la fraternité.

En quatre-vingt-treize, la jeune démocratie, n'étant pas suffisamment appuyée sur le peuple, qui manquait, bien plus qu'aujourd'hui, d'éducation politique, soutenue seulement par la conviction enthousiaste de quelques hommes d'élite, dont la pensée avait devancé leur époque, devait raper violemment, car elle était faible. Mais aujourd'hui,

vous avez beau faire, nous sommes les forts ; c'est vous qui êtes les faibles ; c'est vous qui faites la terreur. Quand nous nous serons débarrassés des vieilles formes qui obstruent les voies de l'avenir, ne craignez pas les échafauds : ce n'est pas la république rouge qui les relèvera. La république rouge, mais elle ne veut pas même vous enlever vos richesses ; elle veut niveler la société, c'est vrai ; mais en élevant les travailleurs jusqu'au bonheur dont vous jouissez ; et non pas en vous abaissant à leur misère. C'est vous-mêmes, qui ferez votre ruine ; vous qui par vos systèmes bâtards, timorés, égoïstes, conduisez la France à une banqueroute, dont nous souffrirons ; dont vous saurez encore faire pâtir le peuple, et dont la république rouge peut seule nous préserver.

La république rouge, que demande-t-elle donc ? L'organisation du travail, l'association substituée à la guerre acharnée, à la concurrence qui vous ruine, petits commerçants besogneux. Et puis encore l'éducation universelle ; le pain de l'âme et le pain du corps, pour tous les enfants de la même patrie.

La république rouge, c'est le bourgeois qui n'est plus égoïste, c'est la France confondant dans un maternel embrassement, tous ses enfants devenus des frères aux pieds des arbres de la liberté.

N'est-ce pas l'aspiration, de la nation vers cet idéal sublime qui a fait dix-huit cent trente, qui a fait dix-huit cent quarante-huit.

Non, M. Hugo, non, la république rouge ne fera pas comme vous le prétendez des gros sous avec la colonne ; elle ne relèvera pas les échafauds. Est-ce qu'elle a seulement fait jeter à Vincennes, votre Thiers, ce petit mauvais homme, ce polichinelle embastilleur ; est-ce qu'elle a gardé rancune à Odillon-Barrot, voire même à Garnier-Pagès, et tant d'autres, qui sont au pouvoir aujourd'hui, et qui, le 21 février, désertaient lâchement la cause du peuple, qu'ils avaient poussé dans la rue. Est-ce qu'elle a été bien méchante, avec ce doux roi, qui durant dix-huit ans a donné des écrivains à la liberté ?

Non, car la république rouge, a pour devise sainte, la formule sublime de nos pères : *Liberté, Égalité, Fraternité* ; tandis que votre république bâtarde, votre république de toutes les couleurs, a conservé pour devise l'hypocrite formule de Louis-Philippe : *Liberté, ordre public*.

Travailleurs, nos frères, dites-nous, est-ce ainsi que vous avez rêvé la république, est-ce ainsi que vous la rêviez, nobles martyrs, tombés aux barricades de février, sous les balles de la royauté.

Non, n'est-ce pas ; eh bien, criez donc avec nous :

*Vive la République Rouge !!!*

## Le Peuple et ses Commis.

Quand donc, ô peuple ! seras-tu enfin le maître chez toi, quand cesseras-tu de te laisser escamoter la souveraineté par les fripons et les ambitieux ?

Si c'était encore des hommes qui te conduisissent ; mais tu es arrivé à ressembler aux Grecs du Bas-Empire, à te laisser mater par des eunuques.

Et pourtant tu es un noble et grand peuple. Quelle douleur pour ceux qui l'aiment, qui ont dévoué leur vie obscure à ta sainte cause, de te voir toujours en proie aux intrigants.

Quand donc enfin feras-tu toi-même tes affaires ? Alors seulement tu seras heureux. Il y a peu d'intendants honnêtes ! vois, pourtant quand tu étais aux barricades, quand tu veillais sur ta bonne ville de Paris, quand tu étais debout enfin, armé et fort, nul ne te cherchait querelle, bourgeois et marquis te parlaient chapeau bas : Tu étais bien le souverain ; mais aujourd'hui la main qui serrait la tienne est armée d'une baïonnette, la bouche qui te souriait

montre les dents.

Aurez-vous bientôt fini, spéculateurs infâmes, misérables, pour qui la faim du peuple est un trésor ; qui faites l'usture sur sa soif. Eh quoi ! il vous laisse les places, les lambris dorés ; il se range humble et respectueux lorsque vos équipages entraînés par des chevaux fringants l'éclabousse insolemment. N'est-ce point assez de le voler et de l'affamer, sans l'insulter et le railler encore.

Je ne sais vraiment où l'on a été chercher tous ces prétendus Français qui gloussent dans le *sancta sanctorum* du Palais-Bourbon. Où diable ont-ils connu le peuple, qu'ils le traitent de façon si cavalière : sommes-nous revenus au temps du bon plaisir, et messieurs de l'Assemblée nationale se croient-ils décidément des *Monseigneurs*, se prennent-ils donc au sérieux, ces petits hommes ont-ils juré de nous faire regretter Louis-Philippe ; on le croirait à la manière dont ils s'y prennent. Hier, c'était Louis Blanc qu'on accusait, c'était la démocratie qu'on insultait dans un de ses glorieux enfants, c'était Dieu même qu'ils défiaient en défiant le peuple ; aujourd'hui, c'est une loi sur les attroupements que l'on propose, que l'on discute, qui passe, loi stupide, loi Barrot, loi Thiers, loi Transnonain, une loi avec laquelle on fermera les clubs, on interdira les banquets au nom d'une République née à propos d'un Banquet.

Ledru-Rollin et les autres, où êtes-vous donc : Le peuple qui comptait sur vous ne vous entend plus ; ne vous voit plus. Est-ce que vous vous trouveriez à votre tour trop souverain pour lui ! montrez-vous donc si vous ne voulez pas être maudits !

Et vous tous, en qui le peuple a eu foi, et qui faites métier de le tromper, souvenez-vous de ces quelques lignes, écrites de la main de Robespierre, à l'art. 29 de la *Déclaration des Droits de l'Homme* :

« Lorsque le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est pour le peuple, et pour chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs. »

Et prenez garde qu'à son tour, il ne s'en souviennne.

## De l'invulnérabilité de ces Messieurs.

Aujourd'hui il n'est personne qui ne répète cent fois par jour ces mots :

La République, l'État.

Mais bien peu comprennent réellement leur signification précise, nos représentants tous les premiers.

L'État, c'est toujours le souverain.

L'État, c'est moi, disait Louis XIV.

Dans une démocratie, l'État c'est donc le peuple, c'est tout le monde.

Puisque le peuple est l'État, il ne peut aliéner sa souveraineté.

La République, c'est l'organisation de l'État.

Le peuple étant le seul souverain, l'Assemblée nationale ne peut être souveraine. Du souverain elle est mandataire.

Louis-Philippe avait le droit de casser ses ministres.

A plus forte raison le peuple a le droit de renvoyer ses commis.

En se disant inviolable, souveraine, une Assemblée nationale viole donc la souveraineté du peuple.

Elle ne peut avoir d'autre mission que de présenter les lois à sa sanction. C'est à lui de les accepter : ainsi l'avait pensé la Constitution de 93. Les lois étaient proposées par la Convention au peuple qui les discutait dans les assemblées primaires ; et si la moitié plus une de ces assemblées votait contre la loi, la loi était rejetée.

Mais nos représentants ne comprennent pas ainsi la République. Avoir neuf cents souverains au lieu d'un, est-ce avoir gagné ? Est-ce surtout ce que veut la France ?



Ayuntamiento de Madrid